



Stratégie Américaine et Perspective en Asie de l'est
Quel avenir pour l'Asie de l'est
dans la transformation actuelle des forces américaines

Mémoire de géopolitique
du Commandant Katsutoshi IMAI dans le cadre du séminaire
L'ASIE

13^{ème} Promotion du Collège Interarmées de Défense
Juillet 2005 - Juin 2006

Directeur M. STEPHEN DUSO-BAUDUIN

Mars 2006

Stratégie Américaine et Perspective en Asie de l'est
Quel avenir pour l'Asie de l'est *dans la*
transformation actuelle des forces américaines

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : Strategie americaine en Asie d'est

- 1 La stratégie américaine
- 2 L'influence de la nouvelle stratégie américaine sur l'Asie de l'est

DEUXIEME PARTIE : Les relations entre les pays en Asie de l'est et les Etats-Unis

- 1 La relation entre le Japon et les Etats-Unis
- 2 La relation entre la Corée du Nord et les Etats-Unis
- 3 La relation entre la Corée du Sud et les Etats-Unis
- 4 La relation entre la Chine et les Etats-Unis

TROISIEME PARTIE : Les perspectives de l'Asie de l'est

- 1 La situation en Asie
- 2 La situation du Japon
- 3 La situation de la Corée
- 4 La Chine
- 5 Les problèmes de l'Asie de l'est
- 6 L'Association des Nations de l'Asie
- 7 Analyse géopolitique de la région de l'Asie Orientale

Introduction

Avec la fin de la Guerre froide, l'Asie est un développement économique remarquable. Cependant, dans cette région, les héritages négatifs de la Guerre froide sont toujours bien réels, surtout que la région de l'Asie d'est a encore laissé la structure de la Guerre froide et a adopté plusieurs systèmes politiques, à savoir la démocratie, le régime dictatorial militaire, le communisme, et les sources de conflit et l'instabilité persistent.

Par ailleurs, dans la région Europe, après la 2ème Guerre mondiale, elle a réussi à bâtir des alliances, mais dans l'Asie de l'est, il n'y a pas encore de sécurité régionale comme en Europe. C'est à dire, la région de l'Asie de l'est est susceptible de se faire influencer par la stratégie américaine, à cause de son instabilité au niveau de sa sécurité collective globale, aussi au problème territorial et à des conflits idéologiques. Pour cette raison, il faut dire que la présence de militaire américaine ait désormais aussi une grande influence à remplir un rôle décisif dans la construction de la paix, et de stabilité régional en Asie d'est.

En ce qui concerne la stratégie américaine, depuis l'arrivée au pouvoir de George W. Bush et de son administration de néo-conservateurs, les Etats-Unis affichent une politique stratégique plus radicale. En particulière, les attentats du 11 septembre contre le territoire américain ont permis de renouveler la politique stratégique pour protéger des intérêts américains contre la nouvelle menace, en utilisant, si nécessaire, l'action militaire préventive. Il est vrai que le Président Bush a précisé dans son message général de février 2002 que l'Iran, l'Irak et la Corée de Nord sont « *l'axe du mal* », et finalement, l'armée américaine a commencé l'attaque contre l'Irak le 19 mars 2003.

Ce qui est accentué dans la révision de la stratégie américaine, c'est « *l'option de l'attaque préventive* » contre « *les états voyous* ». En plus, avec la nouvelle stratégie, le Pentagone est en train d'accélérer la transformation des forces américaines, afin de construire l'armée qui est plus mobile, plus légères et plus meurtrière. Il est donc très important de saisir la stratégie américaine afin de prévoir la perspective de l'avenir en Asie de l'est. On ne peut pas dire sans exagération que l'Asie de l'est de l'avenir dépend de la stratégie américaine.

Dans ce mémoire, avec les réflexions sur les relations entre les pays en Asie de l'est et les États-Unis, et sur les problèmes actuelles dans cette région, et en particulier, sur les nouvelles stratégies américaines, je vais éclairer de quelque manière adéquate de surmonter des difficultés de l'Asie de l'est et d'offrir une perspective en l'Asie de l'est.

PREMIERE PARTIE : Stratégie américaine en Asie d'est

1 La stratégie américaine

1-1 La stratégie américaine après la 2^{ème} Guerre mondiale

Au début de cette période, les États-Unis adoptaient une politique de coexistence avec l'URSS, comme on peut le voir dans la conférence de Yalta de février 1945. Après l'invasion de l'URSS dans l'Extrême-Orient et la division de la Corée et de l'Allemagne, l'animosité des États-Unis contre l'URSS s'aggrava à toute vitesse suite à la disparition de l'Axe, de la réussite du développement de la bombe atomique ainsi que devant la montée du communisme. La notion de « *La politique d'encerclement de l'URSS* », ébauchée en 1947 s'est concrétisée dans « *La stratégie d'encerclement* » de la « *Doctrine de Truman* », qui garanti « l'aide militaire et économique aux pays faisant face à la menace du communisme ». De ce fait la base de la stratégie américaine s'est formée et le monde est entré dans la période de « la guerre froide ». De ce fait, la stratégie atomique en est arrivée à se placer au centre de la stratégie américaine.

En ce qui concerne la péninsule de Corée, les pays qui furent les plus directement influencés par la stratégie américaine pendant la guerre froide sont la Corée du Sud et du Nord. On peut dire que les deux Corée sont la victime la plus directe du conflit américano-soviétique.

Par ailleurs, la Chine, En collaborant avec l'URSS, l'état communiste, elle s'efforça de répandre le communisme, ainsi que de participer activement à la guerre de Corée afin d'empêcher une invasion du capitalisme américain. Pourtant, l'état Chinois qui venait d'unir le pays n'avait pas la force pour lutter contre les États-Unis de front, et elle fut obligé de privilégier la stabilité politique et économique interne, à cause de la difficile question du problème territorial ou des problèmes ethniques dans les régions périphériques de son immense territoire.

C'est pour cette raison que la Chine a évité, autant que possible, un conflit avec les États-Unis, tant que ces derniers n'intervenaient pas sur l'unification du Taiwan, sur le problème d'autres territoires ou sur les difficultés ethniques. L'une des solutions de la Chine pour éviter un conflit direct avec les États-Unis fut la réconciliation avec les États-Unis, menée après sa séparation avec URSS ainsi que la normalisation de la relation diplomatique avec le Japon en 1972.

1-2 L'évolution de l'environnement international après la fin de la guerre froide

Depuis une dizaine d'années, avec la fin de la guerre froide, l'environnement international a considérablement évolué. En ce début du XXI^e siècle, nous devons faire face à de nouveaux défis : terrorisme international, prolifération des armes de destruction massive, y compris les armes nucléaires et les petites armes, résurgence des conflits ethniques et religieux. Ces nouveaux dangers, qui ne cessent de croître, mettent en péril la stabilité du monde. La multiplication des attaques terroristes, en particulier depuis le 11 septembre 2001, a modifié considérablement le paradigme de la sécurité internationale, et le concept de dissuasion a perdu beaucoup de crédibilité.

En particulier, de nombreux auteurs s'accordent sur le fait que l'Asie est devenue l'une des régions les plus propices à l'éclatement d'un conflit majeur, puisque l'instabilité politique de certains gouvernements se double d'un développement militaire généralisé et parfois substantiel. Ainsi, parmi les différents facteurs d'instabilité, les menaces balistiques, de même que celles constituées par les armes de destruction massive, tiennent une place importante en Asie, notamment depuis les années 1990, puisque l'on assiste à une augmentation significative de leur prolifération.

1-3 La stratégie américaine après la guerre froide

Les États-Unis, qui sont devenus l'unique superpuissance grâce à leur victoire dans la guerre froide, cherchaient une nouvelle stratégie, après avoir perdu le seul objet concret de menace, l'URSS. En janvier 1991, l'Administration Bush a affirmé son intention de s'engager dans une véritable transformation de la défense. Les changements annoncés concernent aussi bien la stratégie nucléaire que la révision des missions des armées.

Par conséquent, les États-Unis ont changé la stratégie d'encercllement vers celle des « conflits régionaux », en même temps que le lancement du plan « *Base Force* » qui consistait à réduire l'armée américaine de 25 pour-cent. Ce plan visait à transformer la structure de la force militaire américaine, qui était conçue de manière « *quantitative* » contre la menace soviétique jusqu'à là, d'une manière « *qualitative* », possédant la capacité conforme à son statut de superpuissance.

Cependant, après la guerre froide, le monde a du faire face aux problèmes de dispersion des armes de destruction massive et de la fréquence des conflits régionaux comme on peut les voir en œuvre dans « la Guerre du golfe », déclenchée après la publication de ce plan : les relations internationales se sont largement complexifiées et opacifiées depuis la fin de la guerre froide.

Ils ont donc de plus lancé comme objectif national, dans le « *Defense Planning Guidance* », rassemblé en 1992, « *la consolidation de la monopolisation américaine* », qui consistait à « *empêcher l'apparition de superpuissances dans les régions de l'Occident, de l'Asie et de l'ex-URSS, susceptibles de rivaliser avec les États-Unis* ».

De ce fait, après le gouvernement Bush, le gouvernement Clinton a continué l'étude de la nouvelle stratégie militaire. Dans « *Force Structure Experts, Bottoms-Up Review* » publié en 1993, la nouvelle stratégie est mise en œuvre : posséder une force capable de traiter deux grands conflits régionaux et consolider la stabilité des sociétés par la présence de l'armée américaine dans des régions.

De plus, ils ont publié en 1995 « *National Security Strategy of Engagement and Enlargement* », basé sur la pensée vouant à construire le nouvel ordre mondial avec des alliés qui partagent « *une valeur démocratique* » fortement dirigé par les États-Unis. Autrement dit, la nouvelle stratégie définit que les États-Unis peuvent intervenir spontanément pour sauver leurs notions universelles, la démocratie et la liberté, et aussi qu'ils doivent « répandre » des communautés qui partagent le même sens de valeur.

A l'aide de ces politiques, les États-Unis sont activement intervenus dans les conflits régionaux en collaborant avec leurs alliés et l'ONU, comme l'on peut le voir dans leur participation à l'« *Opération des Nations Unies en Somalie: UNOSOM* » en 1993 et leur bombardement aérien en Bosnie en 1995.

Néanmoins, cela a mis en évidence le décalage de ses capacités avec les alliés, le conflit d'opinion, la défiance vis à vis de l'ONU.

1-4 La stratégie américaine après les attentats du 11 septembre 2001

Les attaques du 11 septembre 2001 perpétrées sur le World Trade Center et le Pentagone ont marqué une rupture majeure dans la pensée stratégique. Des scénarios du type 11 septembre étaient déjà envisagés dans la doctrine militaire américaine, et ils étaient déjà évoqués dans le projet de Quadriennal Défense Review (QDR), élaboré avant cette date.

La QDR révisé qui a été publiée à la fin de septembre 2001, souligne l'importance de la défense du territoire national et de la lutte contre le terrorisme comme mission essentielle. Cependant, le choc provoqué par le 11 septembre impose une révision en profondeur des concepts stratégiques, qui déborde largement sur la politique étrangère des États-Unis. La Stratégie nationale pour la sécurité du territoire « *National Strategy for Homeland Security* », publié en juillet 2002 par le tout nouveau Bureau de la sécurité du territoire,

implique toutes les administrations et même le secteur privé dans le nouveau combat contre le terrorisme.

Enfin, la Stratégie de Sécurité Nationale « *National Security Strategy, NSS* », qui constitue la clé de voûte de l'ensemble doctrinal, est élaborée conjointement par la Maison-Blanche et le Conseil National de Sécurité en septembre 2002. C'est ce dernier document qui est le plus riche de signification pour comprendre les orientations politiques et militaires de l'administration américaine, que nous prendrons comme base de réflexion.

Le dogme de l'action préventive importe, pour comprendre les déterminants de la stratégie américaine depuis le 11 septembre, de se référer à la NSS, publiée en septembre 2002. La NSS a été élaborée dans le cadre de la lutte globale contre les menaces asymétriques, en érigeant l'action préventive en une doctrine générique. Dès lors, les Etats-Unis peuvent agir préventivement, même si l'incertitude demeure sur le lieu et le moment de l'attaque adverse, et ils peuvent le faire seuls, si nécessaire. Toutefois, les objectifs américains en Irak débordent largement le cadre défini dans la NSS et la seule guerre contre le terrorisme mondial.

1-5 La stratégie du gouvernement Bush

Après le 11 septembre, l'administration Bush a élaboré des trois rapports concernant la politique de la sécurité Américaine qui sont les suivantes:

1 La Revue de défense quadriennale 2001

("Quadriennial Defense Review" - QDR2001)

2 Le Rapport Annuel de la Défense Sécurité au Président et le Congrès, en août 2002

3 La Stratégie nationale pour la sécurité du territoire

Ces rapports résument des politiques de la sécurité Américaines de « *post-attentats du 11* » évaluant chaque perspective envisagée. Ces rapports déclarent que les États-Unis posséderont la puissance militaire suffisante pour dissuader n'importe quel ennemi qui a l'intention de construire la puissance militaire égalable à celle des États-Unis. Cela ne fait aucun doute. Quelques caractéristiques communes à la politique du gouvernement Bush dans les trois rapports sont les suivants

Le premier point est la perception de l'environnement stratégique Américaines.

Le plus grand impact du attentat du 11 septembre était reconnaissance que ses territoires n'assuraient plus la sécurité. Contrairement à la menace nucléaire à faire face pendant la Guerre Froide, les États-Unis, qui sont un grand insulaire au point de vue de la géopolitique, sont vulnérable à une attaque de la surprise par un type différent d'ennemi. Ce fait indique que la défense du territoire américaine est la première priorité.

1-6 nouvelle menace à laquelle les États-Unis doivent faire face et la stratégie américaine en Asie

Selon le Rapport Annuel de la Défense Sécurité au Président et le Congrès, en août 2002, il souligne la possibilité d'une grande compétition dans un renforcement des armes en Asie. En outre, il souligne aussi ce qui maintien d'une balance stable sera une mission plus importante et redoutable. Il est évident que cette description indique la Chine.

Pour cette raison, l'administration Bush révisait son dispositif de déploiement majeur dans le domaine de la force militaire et a l'intention de changer du centre du déploiement de la force majeure dans la région de l'Asie. Afin de maintenir le dispositif de la guerre une lutte contre le terrorisme, la nouvelle stratégie américaine construit le concept d'une approche de renforcement de « *capacités-basée* », plutôt que l'approche pour prendre des mesures des menaces pendant la Guerre Froide.

En conséquence, le centre de renforcement militaire Américain changera de mettre en importance en la capacité militaire pour accomplir la mission dans le mesure d'un risque acceptable dans les scénarios de la guerre prévisible, au lieu de prendre des mesures du grand conflit en nord-est de l'Asie et Sud-ouest de l'Asie

2 L'influence de la nouvelle stratégie américaine sur l'Asie de l'est

2-1 Le concept de la transformation

La transformation est un concept qui embrasse un grand nombre des éléments. Après avoir affirmé que l'administration Clinton n'était pas parvenue à ajuster les programmes militaires aux nouvelles réalités de l'après Guerre froide, le candidat républicain s'est engagé à effectuer une réévaluation complète de la stratégie américaine afin de « *commencer à construire l'armée du siècle à venir* ».

Cette transformation de l'armée aura deux objectifs principaux : en premier lieu, assurer l'invulnérabilité du territoire en construisant un bouclier anti-missile et en préservant la supériorité américaine dans le domaine des armes de pointe ; ensuite, développer la

capacité des États-Unis à envahir des puissances régionales hostiles comme l'Iran, l'Irak ou la Corée du Nord.

M. Bush a donc affirmé son soutien à la mise au point d'un bouclier antimissile protégeant les cinquante États américains, ainsi qu'à la « *révolution de la pensée militaire* » qui tend à rendre systématique l'utilisation de l'ordinateur, de capteurs perfectionnés, de matériaux « *furtifs* » et d'autres technologies avancées sur le champ de bataille. D'après le président, cette politique assurera la suprématie américaine « *à long terme* ».

Dans le cadre du second objectif, M. Bush a appelé de ses vœux le développement de la capacité américaine à « *projeter [la] puissance* » - en d'autres termes, la capacité à déployer sur des territoires lointains des forces puissantes, capables de triompher de n'importe quel adversaire. Une telle ambition réclame l'acquisition de nouveaux équipements, comme des capteurs de pointe et des avions sans pilote, mais aussi la réduction de la taille des unités afin de rendre leur déploiement plus rapide.

M. Bush a expliqué :

« Nos forces armées devront être mobiles, meurtrières et faciles à déployer avec un minimum de soutien logistique. Nous devons être capables de projeter notre puissance à très longue distance, en quelques jours ou en quelques semaines, plutôt qu'en quelques mois (...). Sur terre, nos unités lourdes doivent devenir plus mobiles, nos unités légères plus meurtrières. Toutes doivent être plus faciles à déployer. »

2-2 Le Global Défense Posture Réviz

(GPR, réexamen du dispositif de défense global)

Le GPR est la nouvelle stratégie du Pentagone, qui prévoit une transformation du dispositif militaire des États-Unis au profit de forces plus légères et plus mobiles, afin de s'adapter à l'environnement de l'après-guerre froide et de tenir compte de la modernisation des armements et des exigences du XXI^e siècle. Ce sera le plus important réaménagement des forces militaires américaines depuis la Seconde Guerre Mondiale. Le ministre américain de la Défense, Donald Rumsfeld, insiste sur le fait qu'il est parfaitement possible de réduire le poids des troupes dans les bases américaines tout en maintenant la même efficacité, grâce au développement des capacités militaires.

De plus, il a souligné que c'est une erreur de réfléchir en termes de quantité et de compter le nombre des soldats, des chars ou des bateaux de guerre et que c'est une idée qui était valable au siècle passé, mais plus maintenant, où il faut réfléchir en termes de capacité, d'agilité et de rapidité opérationnelle.

Le 13 mai 2005, le Pentagone a annoncé, du plus important redéploiement de ses forces prévu sur le sol américain. Cela devrait se traduire par la suppression de 29 000 emplois civils et militaires, le déplacement de 190 000 personnes et la fermeture de 180 installations. La plupart des sites condamnés sont des bases de réservistes. L'armée construira 125 nouveaux centres pour la Réserve et en fermera 176 anciens.

2-3 La Revue de défense quadriennale 2006

("Quadriennial Defense Review" - QDR2006)

En février 2006, la QDR2006 commence par ces mots : «*Les États-Unis sont engagés dans ce qui va être une longue guerre*». Ce concept de «*longue guerre*» avait déjà été utilisé dans plusieurs discours de représentants de l'Administration Bush depuis 2004.

Pour faire face à cette «*longue guerre* », ce document définit les nouvelles priorités de l'armée US : plus de forces spéciales pour mener la chasse aux terroristes, une meilleure défense du territoire face aux risques d'attaques non-conventionnelles et plus d'armes de pointe pour renforcer la dissuasion face à des puissances comme la Chine.

Dans le nouveau QDR, le Pentagone a considéré la Chine comme « *le pays le plus potentiel dans la compétition militaire avec les États-Unis.* » Il a fait mention également que les États-Unis, ses alliés et partenaires doivent prendre des mesures défensives contre la possibilité de voir émerger une puissance majeure qui choisira un chemin hostile dans l'avenir. Le QDR antérieur, qui a été publié en octobre 2001, évite de mentionner la Chine comme une menace, mais a précisé que le Pentagone était en train de se prémunir contre la croissance militaire et économique rapide de la Chine.

Le QDR met l'accent sur 4 points importants pour la Défense américaine.

- 1 Destruction des réseaux terroristes**
- 2 Défense du territoire national**
- 3 Définition des choix des pays situés à des carrefours stratégiques**
- 4 Prévention de l'acquisition et de l'utilisation des armes de destruction massive**

A propos du troisième point, le QDR2006 a fait mention que le choix de la Chine, de l'Inde et de la Russie seront des facteurs-clés pour déterminer les conditions de l'environnement de la sécurité internationale du 21^{ème} siècle. La plus grande partie de l'analyse de 92 pages est centrée sur la Chine. Le QDR a exprimé des inquiétudes au sujet du développement très rapide de la Chine pour la raison que « la Chine continue d'investir

lourdement dans son armement, en particulier dans les armes stratégiques et dans les capacités militaires pour exercer son pouvoir au-delà de ses frontières », et a critiqué sa structure secrète, puisque « la plupart des pays ne connaissent guère sa motivation et le processus de ses décisions ».

En plus, le QDR a exprimé une forte inquiétude au sujet de la Chine qui augmente son influence dans la région Asie -Pacifique et voudrait entraver l'élargissement de cette influence. Afin de prendre des mesures de la puissance militaire augmenté de la Chine, le QDR a conclu que le Pentagone a décidé de disposer des bombardiers de long distance de prochaine génération mettant en œuvre anticipée (environ 20ans) en 2018. Quant à des porte-avions, la révision a aussi demandé une réduction du nombre de porte-avions de 12 à 11, mais elle a aussi demandé de maintenir six porte-avions et 60pourcent des sous-marins dans le Pacifique.

Il est donc clair que les États-Unis changeront sa capacité militaire vers le Pacifique. Le traitement de la Chine combinerait une coopération pour l'aider à acquérir un statut de puissance tout en la dissuadant de s'armer. La dissuasion s'opèrerait par son encerclement et le renforcement des liens avec le Japon, la Corée du Sud et l'Australie.

2-4 L'influence du GPR dans le Japon

Les troupes américaines stationnées en Corée du Sud et au Japon seront bientôt déplacées. Il s'agit de la première étape de le GPR. En Octobre 2005 Japon et les États-Unis passent un double accord. D'un côté les USA vont satisfaire les Japonais en transférant hors du Japon 7 000 marines de l'effectif de l'île d'Okinawa réduisant ainsi ses forces sur cette île à 11 000 hommes, de l'autre les Japonais vont intensifier la coopération sur la défense antimissiles, acceptant notamment le déploiement sur leur territoire d'un puissant radar antimissile, destiné à suivre la trajectoire et à cibler les ogives de missiles balistiques intercontinentaux dans l'espace.

Les deux pays ont également convenu de brosser « *un tableau opérationnel commun* » entre les centres de commandement américain et japonais, tous deux situés sur la base de Yokota, au Japon. Ils ont prévu de partager les équipements et les renseignements militaires en temps réel. Une autre chose remarquable, le Pentagone souhaite de transférer le commandement du 1er corps d'armée américain (pour les opérations dans le Pacifique et l'océan Indien), de la côte ouest des États-Unis au camp de Zama, au sud de Tokyo. Cette proposition indique que le Pentagone met l'accent sur les relations d'avenir avec le Japon.

Personne ne peut nier que ce projet du GPR a permis de clarifier le rôle et la coopération des deux pays concernant la sécurité en Asie de l'est, ce qui amènera un développement de leur étroites relations. Néanmoins, cela signifie en même temps que le Japon occupe un rôle important dans la stratégie américain dans l'Asie de l'Est.

2-5 L'influence du GPR dans la Corée du Sud

Washington a annoncé le retrait d'ici la fin 2005 du tiers de ses effectifs de Corée du Sud. Selon ce projet, 12 500 soldats américains, sur les 37 000 actuellement présents en Corée du Sud seraient retirés jusqu'en 2008. Washington maintient une présence militaire dans la péninsule depuis la fin de la guerre de Corée, en 1953. Dans le cadre de cette alliance mise en place il y a des dizaines d'années pour empêcher une attaque nord-coréenne, une seule réduction des effectifs a été opérée jusqu'ici, quand près de 7 000 soldats ont été retirés, en 1992. L'initiative américaine arrive à un moment où le régime communiste en place dans le Nord essaie de développer son arsenal nucléaire.

Selon le Pentagone, les négociations sur le redéploiement des forces américaines seront utilisées comme une occasion de renforcer l'alliance avec les États-Unis. En outre, la réduction des effectifs sera compensée par l'augmentation des capacités militaires et l'introduction de nouvelles armes technologiquement plus performantes et Ces modifications n'affecteront pas le maintien de la paix dans la péninsule coréenne.

Mais le Grand Parti national (GPN) en Corée du Sud, principal parti de l'opposition conservatrice, s'est dit "choqué et surpris" par les projets de Washington. Le GPN a accusé le président de centre gauche Roh Moo-hyun de se rapprocher de la Corée du Nord aux dépens des relations avec les États-Unis. Les ministères sud-coréens concernés présenteront prochainement des recommandations à Washington.

La Corée du Sud souhaite un délai de plusieurs années en vue d'un retrait graduel allant jusqu'à 2013, ce qui permettrait à l'armée sud-coréenne d'achever un programme de modernisation de ses propres forces.

Par rapport aux alliés nippo-américains, on peut dire que les États-Unis se tiendront à l'écart de la Corée du Sud, qui a envie de construire une politique de défense autonome graduellement.

DEUXIEME PARTIE : Les relations entre les pays en Asie de l'est et les Etats-Unis

1 La relation entre le Japon et les États-Unis

Le pilier important repose sur le maintien du système de sécurité nippo-américain. L'alliance avec les États-Unis est l'un des fondements de la défense nationale japonaise, et nous considérons qu'elle est vitale pour la paix et le maintien de la sécurité, non seulement pour le Japon mais aussi pour toute la région Asie-Pacifique. Les relations entre les deux pays, basées sur cette alliance, donnent plus de force aux décisions internationales qui visent à combattre les nouvelles menaces et les différentes crises. On peut même dire que l'Alliance nippo-américaine est devenue un « bien commun » pour les pays de l'Asie et du Pacifique.

À l'heure actuelle, les États-Unis cherchent à redéployer leurs troupes dans le monde entier. Aussi, le Japon doit-il réagir face à cette « transformation » américaine, en tenant compte de sa propre stratégie, et en ayant toujours à l'esprit ses intérêts propres, le partenariat privilégié avec les États-Unis, et les responsabilités qu'il a vis-à-vis de lui-même et de la communauté internationale.

En décembre 2004 les Etats-Unis signent avec le Japon un accord visant à accélérer la mise au point d'un bouclier antimissiles pour protéger l'archipel sur fond de menace nord-coréenne. En plus, le Japon a déployé des troupes terrestres de quelque 600 membres à Samawa, en Irak du sud, pour remplir une mission non-combattante de reconstruction commencée début 2004.

On peut dire que la décision du gouvernement japonais d'envoyer des Forces d'Auto-Défense en Iraq en mission humanitaire et de reconstruction a contribué dans une large mesure au renforcement des relations de sécurité entre le Japon et les États-Unis.

2 La relation entre la Corée du Nord et les États-Unis

Dès le début, le gouvernement Bush a établi son politique:

« Nous n'avons pas de négociations, par contre nous attendons l'écroulement de son gouvernement provoqué par le blocus économique. »

Mais aux États-Unis on l'a refusé, car on a craint que la Corée du Nord acculée et désespérée s'attaque à la Corée du Sud ou au Japon; dans ce cas la sphère économique de l'Asie de l'Est qui avait rapporté aux États-Unis s'effondrait.

Par conséquent le gouvernement Bush, vers à partir de juillet 2001, a changé son politique qu'il peut négocier avec la Corée du Nord. Mais immédiatement après, on a vu les attentats du 11 septembre 2001. Dans le grandissement de l'opinion publique d'appuyer l'attaque contre

l'Irak, le président Bush a publié janvier 2002 la conception de l'« Axe du Mal », et il a déclaré officiellement la direction de justifier son « attaque préventive » y compris l'attaque nucléaire contre l'Axe du Mal.

En refusant invariablement la négociation avec l'Irak, le gouvernement Bush a déclenché la guerre. Mais en contraste avec cette attitude ferme contre l'Irak, il laissait ouverte sa voie diplomatique à la Corée du Nord, bien qu'il l'ait désignée l'« Axe du Mal».

La Corée du Nord, en ayant été désignée « Axe du Mal », a déclenché l'offensive diplomatique, par exemple, au mois de septembre 2002 elle a invité le premier ministre Koizumi à Pyongyang, et elle a reconnu son enlèvement des japonais et a présenté ses excuses.

D'une part la Corée du Nord pratique la politique diplomatique dans le dessein de normaliser la relation avec le Japon, les États-Unis et la Corée du Sud, d'autre part elle a entrepris des hostilités contre les États-Unis, en avertissant qu'elle était en train de créer la bombe atomique. À première vue il semble qu'elle s'abandonne au désespoir. Mais elle croirait que si elle pouvait avoir la négociation avec les États-Unis, la déclaration de son armement nucléaire deviendrait son avantage ainsi que la force de dissuasion contre eux.

Quant à l'Irak, de la même catégorie « Axe du Mal», le gouvernement Bush lui a commencé la guerre et l'a vaincue sans preuve incontestable de la possession des armes de destruction massive y compris les armes nucléaires, d'un autre côté, quant à la Corée du Nord qui a déclaré la possession des arme nucléaires, il exprime toujours la « résolution avec les négociations diplomatiques ».

Quand on prévoit la politique des États-Unis en Asie, l'important est que la péninsule coréenne n'a pas été prise d'une crise par la déclaration de la production de l'arme nucléaire, annoncée par la Corée du Nord. Les États-Unis ont finalement conclu qu'il n'y avait rien à tirer de la négociation avec la Corée du Nord, et ils ont confié à la Chine l'initiative de la négociation. Au cas où la Chine, qui se charge de la solution, résolvait le problème de la Corée du Nord, elle pourrait exercer une grande influence sur la péninsule coréenne. Dès que la Chine a remplacé au rôle principal de la négociation, la Corée du Sud lui a donné tous ses appuis.

En outre, celle-ci s'éloigne des États-Unis plus qu'avant. Supposons que dans cette tendance la collaboration entre la Chine et la Corée du Sud achève d'amadouer la Corée du Nord, de la stabiliser et de solutionner les problèmes: arme nucléaire, enlèvement, pauvreté. En ce cas les deux pays pourraient s'unir pour former l'alliance intime. À ce moment, les États-Unis auraient perdu sérieusement son influence sur l'Asie de l'Est.

3 La relation entre la Corée du Sud et les Etats-Unis

«Des protestations anti-américaines massives »

En juin 2002, deux lycéennes sud-coréennes étaient décédées après avoir été écrasées par un véhicule blindé américain, incident qui avait déclenché des protestations anti-américaines massives en Corée du Sud, puisque les soldats ont été déclarés innocents par la cour martiale américaine. Depuis la mort des deux lycéennes, la présence militaire américaine est contestée en Corée du Sud et cet incident a pour conséquence de refroidir l'opinion publique à l'égard de la présence militaire américaine en Corée du sud.

Par centaines, les Coréens manifestent régulièrement devant les bases américaines pour exiger le retrait des troupes américaines. Et ce processus se renforcera au fur et à mesure de la réconciliation avec le Nord. En outre les récentes élections en Corée du Sud ont démontré un fort courant anti-américain qui a choqué l'Administration Bush.

4 La relation entre la Chine et les États-Unis

4-1 La fin de la « lune de miel » (miyue) avec les Etats-Unis.

Le choc de la place Tiananmen sonna surtout le début de la fin de la « lune de miel » (miyue) avec les Etats-Unis. Celle-ci avait duré près de vingt ans, depuis l'admission de la République populaire de Chine aux Nations unies, en lieu et place de Taïwan, le 25 octobre 1971, et le voyage du président Richard Nixon l'année suivante, jusqu'à l'instauration d'un « partenariat stratégique », facteur de développement. A cette période succédèrent une longue suite de déceptions, la multiplication d'incidents (tel le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, en 1999) et le renforcement des liens américains avec le Japon, le concurrent honni.

4-2 Etats-Unis et la Chine : une confrontation est-elle inévitable ?

D'après le Pentagone, la Chine pourrait être le plus grand rival des Etats-Unis d'un point de vue militaire. Cette information est publiée dans un rapport « *QDR2006* » dans lequel le Pentagone analyse les futurs risques pour les Etats Unis. Cette année, ce rapport parle plus de la Chine que des autres pays (Russie, Inde, Iran) à cause de ce qu'il perçoit comme une signifiante augmentation des capacités militaires Chinoises et parce que le Pentagone considère que c'est la puissance qui aurait le plus d'intérêt à utiliser de la

technologie militaire pour éliminer les avantages que les Etats-Unis ont pour le moment.

Bref, ce document confirme les peurs de ceux qui pensent que la Chine sera un jour où l'autre non seulement un rival mais « un ennemi. »

Mais, ce genre de rapport est toujours plein de préjugés dans le sens où il présuppose que le pays en cause souhaite affronter les Etats-Unis, ce qui dans le cas de la Chine n'est pas forcément le cas. En plus la Pentagone a intérêt à dire que la Chine peut poser des problèmes aux Etats-Unis. Pourquoi?

Pour deux simples raisons. La première est qu'une telle analyse aide à mettre l'accent non sur l'aspect économique de la relation Chine-Etats-Unis mais sur l'aspect militaire. La deuxième raison est que cela donne des raisons aux politiciens d'investir plus dans le secteur militaire étant donné que la Chine le fait aussi.

En ce moment, les Etats-Unis ont besoin de l'aide de la Chine pour régler la crise iranienne et surtout imposer des sanctions qui pourraient éviter que ce pays n'obtienne la bombe nucléaire (ou du moins retarder l'obtention de la bombe).

Pourquoi rendre public un rapport (pourquoi faire un tel rapport ?) qui dit que la Chine peut être le plus grand rival des Etats-Unis maintenant ?

La confrontation est-elle inévitable ?

Bien sûr que non, beaucoup de ceux qui pensent qu'elle l'est, la souhaitent tout simplement !

TROISIEME PARTIE : Les perspectives de l'Asie de l'est

1 La situation en Asie

L'Asie, qui comprend la moitié de la population mondiale, connaît un développement économique remarquable ; mais les sources de conflit et l'instabilité persistent. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a réussi à bâtir des alliances pour favoriser la sécurité et le dialogue, dans les cadres européen et atlantique, qui ont permis de créer un espace européen plus sûr et plus paisible.

En Asie, en revanche, les héritages négatifs de la guerre froide sont toujours bien réels ; et l'environnement régional en subit encore les conséquences.

A présent, je vais expliquer quelques exemples sur la situation en Asie de l'est.

2 La situation du Japon

2-1 La politique japonaise de sécurité

Dans cet environnement mondial et régional, la politique japonaise de sécurité a deux objectifs majeurs : la prévention et l'élimination des menaces extérieures visant le Japon ; le maintien et le développement d'une zone internationale stable et paisible qui peut avoir des conséquences sur l'état du Japon, comme il en est fait mention dans les nouvelles orientations du Programme de défense nationale paru en décembre 2004.

Il est vrai que le Japon doit pouvoir faire face aux évolutions internationales, en adaptant son système de défense de la manière la plus appropriée. Cependant, le Japon reste particulièrement attachés aux principes fondamentaux

2-2 Les principes de la défense

Préalablement, il convient de rappeler que le Japon est un pays pacifique, comme le garantit l'article 9 de la Constitution, et que le système de sécurité japonais, qui se limite strictement à sa propre défense, interdit l'emploi de la force à des fins offensives. Le Japon s'appuie sur le principe de « politique exclusivement orientée sur la défense (Senshuboei) ». Il ne veut pas devenir une puissance militaire qui puisse être une menace pour les autres pays.

Aussi, la politique japonaise repose sur les « trois principes » antinucléaires suivants : ne pas posséder l'arme atomique, ne pas la développer et ne pas l'importer.

Il est vrai que le Japon doit pouvoir faire face aux évolutions internationales, en adaptant son système de défense de la manière la plus appropriée. Cependant, le Japon reste particulièrement attachés aux principes fondamentaux

2-3 Le maintien des capacités de défense

Le premier pilier de sa politique en matière de sécurité repose sur l'amélioration constante de nos capacités de défense, au regard des transformations de l'environnement international. Pour ce faire, de *ouvelles orientations de la politique de défense du Japon*, matérialisées par *un nouveau programme de défense nationale, à moyen et long terme*, ont été décidées par le gouvernement de M. Koizumi, le 10 décembre 2004.

En effet, le gouvernement a jugé nécessaire de donner de nouvelles orientations afin d'adapter sa politique de sécurité et de défense à l'environnement sécuritaire d'aujourd'hui, qui voit la paix et la sécurité mondiales menacées à cause de la prolifération des armes de destruction massive, du terrorisme international, et de bien d'autres menaces. Cela tient compte, également, du rôle de plus en plus important joué par le Japon, et qui est attendu de tous, dans la stabilité de l'Asie et du monde.

À partir de ce constat, le gouvernement japonais a été amené à procéder à l'adaptation de ses forces de défense afin qu'elles puissent répondre efficacement aux attaques de missiles balistiques, aux mouvements de guérillas ou aux attaques de commandos, à l'invasion des îles et à la violation de l'espace territorial aérien ou maritime, en y apportant les évolutions technologiques nécessaires, avec le souci de toujours respecter les intérêts des pays voisins.

En outre, sa défense peut être utilisée davantage dans des opérations de maintien de la paix ou pour des actions humanitaires dans l'hypothèse de catastrophes naturelles. Aussi, le Japon doit-il renforcer ses capacités de défense. Les nouvelles orientations reposent sur les trois idées-forces suivantes : multifonctions, souplesse, efficacité.

D'autre part, de nouveaux moyens humains et matériels vont être mis à disposition pour lutter contre les missiles balistiques, en collaboration avec les États-Unis, et des troupes spéciales seront formées pour lutter contre le terrorisme.

En ce qui concerne le contrôle des exportations d'armes et de technologies militaires, le Japon continue à mener la politique de « non-exportation » qui a été suivie pendant près de quarante ans. La seule exception concernera désormais le système de défense antimissiles balistiques — système développé et produit conjointement avec les États-Unis — qui permettra de renforcer, de manière conséquente, l'Alliance nippo-américaine, et ainsi la sécurité du Japon. L'exportation de ce système s'effectuera, bien évidemment, dans des conditions de contrôle très strict.

2-4 Coopération avec la communauté internationale

En ce qui concerne la contribution du Japon à la stabilité internationale, le Japon multiplie ses efforts, dans le domaine diplomatique, pour favoriser la sécurité dans le monde, et améliorer ainsi sa sécurité nationale. Bien que soumis à une Constitution « pacifique » et conscients de leur responsabilité morale, les gouvernements qui se sont succédé ont mis en œuvre une série de mesures permettant au Japon de déployer ses forces d'autodéfense dans diverses régions du monde, en vue d'apporter une aide au maintien de la paix et à la reconstruction des pays dévastés par les conflits.

2-5 Mission de paix et d'assistance .

Depuis le Cambodge en 1992, le Japon a participé à diverses opérations de stabilisation sous l'égide de l'ONU (Mozambique, Rwanda, Timor-Oriental). Par ailleurs, Tokyo a des troupes (40 hommes) dans le Golan syrien depuis 1996. Les forces nippones sont aussi intervenues lors de catastrophes naturelles, en Indonésie et au Pakistan.

2-6 Afghanistan et Irak

Au lendemain des attentats du 11-Septembre, le Japon a adopté une loi permettant un soutien logistique aux forces américaines combattant en Afghanistan et autorisant de fait les soldats japonaises à opérer à l'étranger. M. Koizumi a assuré M. Bush du maintien en Irak du contingent japonais (550 hommes), à Samawa (sud), dont le mandat devrait être renouvelé à la mi-décembre en 2003.

2-7 Les problèmes du Japon

2-7-1 L'article neuf de la Constitution japonaise

L'article neuf de la Constitution, c'est celui que les États-Unis ont mis pour que le Japon respecte la décision de la renonciation à la guerre. Mais aujourd'hui ce sont les États-Unis eux-mêmes qui commencent à lui demander de réviser l'article neuf et d'avoir l'« armée » et le « droit de belligérance ». Au Japon pareillement, il est vrai que l'on peut trouver le mouvement animé de réviser l'article neuf et celui de changer son pays en le soi-disant « état normal ».

Mais pour le réviser dans le réel, il faut avant tout obtenir le consensus national suffisant, ainsi que les préparations légales. Les japonais, qui ont joui de la prospérité économique sous le parapluie atomique des États-Unis, ont peu d'idée de la « sécurité », donc il serait difficile à réformer la Constitution dans les cinq ou dix ans. Et si on pouvait changer

l'article neuf de la Constitution, la possession du droit de belligérance serait impossible. L'essentiel de la réforme de la Constitution sera la définition précise des Forces d'autodéfense comme armée nationale, et l'élargissement de son activité jusqu'à la contribution internationale. Il est très loin le temps où le Japon deviendrait l'« état normal » tel que les États-Unis espèrent.

2-7-2 Les visites annuelles du premier ministre japonais au Yasukuni

Un autre problème, le sanctuaire du shintoïsme qui s'appel YASUKUNI. Yasukuni vénère les âmes de 2 466 532 Japonais morts pour leur pays lors de conflits militaires. Depuis son arrivée au pouvoir, en avril 2001, le premier ministre Junichiro Koizumi a aggravé l'état de ses relations avec ses voisins par ses visites annuelles au sanctuaire Yasukuni. Les visites annuelles au Yasukuni où sont enregistrés les noms de ceux qui sont morts pour la patrie, provoquent depuis longtemps la colère de la Chine et de la Corée du Sud.

D'anciens criminels de guerre au nombre parmi les martyrs sont l'objet à discussions.

Pourquoi M.Koizumi s'acharne-t-il à visiter ce temple malgré le tollé systématique que cela déclenche? Parce que le premier ministre japonais a exprimé son point de vue, selon disant.

« Je me rends au sanctuaire de Yasukuni pour rendre hommage aux personnes qui ont perdu la vie au combat sans nécessairement le vouloir, et pour leur jurer que jamais je n'engagerai une guerre. »

Il a demandé à la partie chinoise de comprendre cette approche. On sait bien que la Chine, et la Corée du Sud aussi exploite la "carte du Yasukuni" afin d'exercer un chantage diplomatique, politique et économique sur le Japon. Les relations entre le Japon et les pays voisins, la Chine et le Corée du Sud traversent une phase de refroidissement. Le problème des visites au temple Yasukuni n'est pas à l'heure actuelle résolu.

3 La situation de la Corée

3-1 La caractéristique à la Corée

La Corée a vécu la majeure partie de son histoire bloquée entre les deux puissants Empires chinois et japonais. Durant de très longues périodes, la Corée a été souvent divisée et

ses divisions ont toujours donné lieu à des jeux assez complexes d'alliances et de contre-alliances entre États coréens et empires voisins. Les Coréens fondent leur sécurité sur des systèmes d'alliance, la Corée se sent assez bien protégée du Japon par la mer et s'assure du côté de la Chine par une vassalité scrupuleusement respectée. Lors de l'invasion japonaise à la fin du XVIe siècle, la Corée a été étroitement liée à la Chine par un système de vassalité qui lui permit de résister aux forces japonaises plus fortes. Cette politique s'est avérée relativement efficace tant que la Chine a été suffisamment forte pour protéger la Corée, cependant, sa faiblesse extrême à la fin du XIXe et au début du XXe a finalement permis au Japon d'annexer la Corée en 1910.

3-2 L'histoire de déchirement entre Nord et Sud

Au début du 19e siècle, les nations occidentales qui voulaient obtenir une concession en Asie ont envahi les pays d'Asie. En ce qui concerne le Japon, à ce moment-là, juste après l'ouverture du pays en 1853, il s'est modernisé très rapidement en développant son industrie, son armée et sa marine pour protéger son territoire contre la menace occidentale, puisque le Japon s'est senti menacé par les nations occidentales.

Au cours de sa modernisation, le Japon a eu deux grandes guerres:

« la guerre sino-japonaise, et la guerre russo-japonaise. »

En conséquence de ces guerres, le Japon a pu avoir priorité sur la péninsule de Corée et a obtenu le territoire du Taïwan. 5ans après la fin de la guerre russo-japonaise, en 1910, le Japon a annexé la Corée et l'a dominé jusqu'en 1945.

Le plus important à comprendre dans relations actuelles entre les deux pays est sans doute l'épisode de la colonisation de la Corée par le Japon.

En février 1945, après la reddition des troupes japonaises, le 38e parallèle avait été choisi pour séparer les zones d'influence américaine et soviétique. Le 25 juin 1950, les forces nord-coréennes, sans avoir été provoquées, ont franchi le 38e parallèle et ont attaqué le Sud, ce qui a déclenché la guerre de Corée, qui devait pendent trois ans.

3-3 « Etat voyou » qui fait partie de l'« axe du mal »

La Corée du Nord, gouvernée par le dictateur stalinien Kim Jong-il, qui a succédé à son père Kim Il-sung en 1994, est un « *Etat voyou* » qui fait partie de l' « *axe du mal* », selon les critères définis par Washington. La quasi-faillite du système économique et l'extrême

pauvreté de la population sont des éléments déstabilisateurs pour l'ensemble de la région. Elle se donne comme politique base d'être un pays fort et envisage la construction d'un pays socialist fort, dans tous les domaines, c'est à dire, idéologique, politique, militaire, et économique. Elle donne la priorité à la force militaire et malgré les difficultés économique et alimentaire, et le manque d'énergie.

3- 4 Le développement nucléaire de la Corée du Nord

Classée par le président des Etats-Unis, M. George W. Bush, parmi les pays de l'« *axe du Mal* », la Corée du Nord, qui s'est dotée d'armes balistiques de longue portée et s'est retirée, en janvier 2003, du traité de non-prolifération nucléaire (TNT), a déclaré posséder plusieurs bombes atomiques et menacé de procéder à des essais nucléaires pour répondre aux menaces d'agression américaines en février 2005.

La Corée du Nord en possession d'armes nucléaires représente assurément une menace globale pour tous les pays asiatiques. Les ambitions nucléaires d'ordre militaire de la Corée du nord constituent également une menace sérieuse pour la région tout entière, et représentent un défi majeur pour la communauté internationale qui promeut une politique de non-prolifération des armements nucléaires.

La Corée du Nord a interrompu sa participation des pourparlers à six en février 2005, mais, sous la pression de la Chine et finalement la Corée du Nord a accepté de revenir à la table des négociations sur le désarmement nucléaire en mois de juillet 2005 et la fin de ses pourparler la Corée du Nord a annoncé d'abandonner le programme nucléaire. Il faut féliciter les efforts des pays concernés qui ont pu obtenir une déclaration commune, cependant, tous ceux qui concerne des mesures concrètes ne sont pas encore définis. Il faut dire que la Corée du Nord présente toujours un facteur insécurité en l'Asie de l'est.

3-5 « la politique du soleil », le dialogue entre deux Corées

Les succès économiques spectaculaires du sud-coréen contrastent avec l'autisme politique et idéologique qui caractérise la Corée du Nord. Kim Dae Jung, ancien président de la Corée du Sud, a mis en pratique « *la politique du soleil* » pour ouvrir les dialogues et la coopération et pour convaincre en douceur la Corée du nord à adopter un comportement plus conciliant. La « *politique du soleil* » cherche principalement à obtenir une coexistence pacifique et des échanges avec la Corée du Nord pour préparer une éventuelle réunification dans l'avenir.

Un sommet Sud-Nord historique s'est tenu en juin 2000. Il s'agissait du premier sommet inter-coréen depuis la partition du pays 55 ans auparavant. L'attribution du prix Nobel de la paix 2000 au président sud-coréen Kim Dae-jung pour ses efforts en faveur de la démocratie et d'une réconciliation avec Pyongyang est tout un symbole de la paix qui a éclaté entre les deux Corées.

L'actuel président Roh Moo Huyn aussi attache de l'importance à « la politique du soleil ».

3-6 Changement de l'environnement national en rapport avec la politique de défense de la Corée du Sud

Des opinions contraires concernant la menace posée par la Corée du Nord se manifestent de plus en plus ces dernières années. Le débat se concentre en particulier sur le concept d'« *ennemi principal* ». Il est bien connu qu'à cause des différences d'opinion sur la pertinence de l'expression « Corée du Nord - ennemi principal de la nation » qui a paru dans le Livre Blanc 2000 pour expliquer les objectifs de la Défense Nationale, le ministre de la Défense a suspendu la publication de son Livre Blanc après 2000.

Cependant en 2004, un haut fonctionnaire du Gouvernement de Corée du Sud a suggéré que le terme « *ennemi principal* » soit effacé. Bien que le Grand Parti National se soit opposé à la révision du concept d'« *ennemi principal* » pour la raison qu'elle met en danger la sécurité de la Corée du Sud, le Livre Blanc sur la Défense 2004 a été publié en Février 2005 comme prévu. Dans ce Livre Blanc, le terme « *ennemi principal* » a été effacé et l'expression de « *menace militaire directe de la Corée du Nord avec ses armes conventionnelles, ses armes de destructions massive et le déploiement à la frontière des Forces Armées* » a été inséré à la place.

3-7 L'intention de la Corée du Nord

Au mois de juillet 2004, il s'est avéré qu'en Corée du Nord il y avait le document interne ci-après:

« C'est à cause de notre force puissante que le sentiment populaire de la Corée du Sud s'incline vers nous et se détache des États-Unis. »

On peut supposer sa confiance en elle-même venant de l'accroissement du sentiment antiaméricain dans la Corée du Sud, et son intention de diriger ses peuples en soutenant que cet accroissement vient du sa propre « force ». D'autre part, elle n'oublie pas d'avertir le relâchement du régime comme exemple suivant: « Retenez bien que les illusions

pour les ennemis et celles pour la paix vous conduisent immédiatement à la mort». En raison de l'augmentation du climat à l'unification dans la Corée du Sud, il semble que la voie pour l'unification soit proche. Mais on doit penser que le pouvoir de Kim Jong-il considère toujours la persistance de son régime actuel comme la condition absolue pour l'unification.

4 La Chine

4-1 Les événements de la place Tienanmen

Le massacre de la place Tienanmen il y a 15 ans demeure un sujet tabou dans la presse. Le traumatisme ne vient pas d'éventuelles mises en cause du régime lui-même – les oppositions politiques demeurent interdites. C'est le prix qu'il a fallu payer vis-à-vis de l'extérieur qui est souvent souligné. A commencer par l'embargo occidental, instauré au moment où l'Union soviétique n'était déjà plus en mesure de fournir à Pékin des matériels de haute technologie, à usage militaire notamment.

4-2 Diplomatie asymétrique

Au fil du temps, la nouvelle génération au pouvoir a bâti une doctrine stratégique autour des « *quatre non* » énoncés par le président Hu Jintao : « Non à l'hégémonisme, non à la politique de la force, non à une politique de blocs, non à la course aux armements.»

Il s'agit de « *construire la confiance, atténuer les difficultés, développer la coopération, et éviter les confrontations* ».

Conscient de ses faiblesses face au géant américain et à ses concurrents de la zone asiatique, Pékin déploie ce que l'on pourrait appeler une « *diplomatie asymétrique* », très mobile, qui privilégie les relations bilatérales tout en participant activement aux organisations régionales, et qui noue des liens économiques tous azimuts tout en réduisant les tensions territoriales d'hier.

Autre signe de l'« *émergence pacifique* » de la Chine : son engagement dans la crise ouverte en octobre 2002 entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, qui se dit désormais prête à fabriquer la bombe atomique. A l'origine du groupe des six (Chine, Corée du Sud, Corée du Nord, Japon, Russie, Etats-Unis) mis en place pour régler le contentieux, Pékin peine à calmer les ardeurs de Pyongyang, qu'alimentent les déclarations enflammées de l'administration Bush.

De toute évidence, la nucléarisation de la péninsule coréenne n'est guère du goût de Pékin, et, si Pyongyang se lançait dans des essais, Pékin couperions les aides. On peut estimer

au contraire que « *supprimer les aides, c'est tuer l'espoir et pousser au pire* » un régime déjà calamiteux. Pékin a montré qu'il savait modifier sa politique d'alliances passées pour entrer dans une phase de diplomatie active. A preuve, le renforcement de ses liens avec la Corée du Sud, vieille alliée des Etats-Unis, qui craint une déstabilisation du Nord – les difficultés allemandes à absorber l'Est l'ayant rendue prudente avec la dictature voisine

4-3 La relation chino-japonaise

Aujourd'hui, personne ne peut nier que jamais au cours des trente dernières années ces relations avec le Japon n'ont été aussi mauvaises.

Outre les problèmes territoriaux autour des îles appelées Senkaku côté nippon et Diaoyu côté chinois, stratégiques dans le détroit pour le contrôle maritime, le renforcement des liens militaires entre Washington et Tokyo figure en ligne de mire. La révision de la Constitution nippone, l'envoi de troupes en Irak, le transfert du commandement du 1er corps d'armée américain (pour les opérations dans le Pacifique et l'océan Indien), de la côte ouest des Etats-Unis au camp de Zama, au sud de Tokyo, donnent quelque crédibilité à la thèse. C'est même l'enjeu principal de ces relations triangulaires (Chine, Etats-Unis, Japon) très particulières.

Au moment même où se tenaient les grandes manifestations antijaponaises du printemps 2005, un manuel scolaire, fruit du travail d'historiens des trois nationalités (Chine, Corée du Sud, Japon), a également vu le jour en juin. Mais cela reste marginal.

4-4 L'augmentation du budget militaire

Les dépenses militaires représentent déjà 2,4 % des richesses produites. L'augmentation du budget militaire et la modernisation des capacités offensives de la Chine sont des sujets de préoccupation pour le Japon, et ses voisins. Aussi, nous souhaitons une plus grande transparence sur cette question, et, soyez-en sûrs, nous ferons preuve de la plus grande vigilance à ce sujet.

La Chine a annoncé le 4 mars 2006, une augmentation de son budget militaire de 14,7% en 2006, à la veille de l'ouverture de la session annuelle de son Parlement. Ses dépenses militaires enregistrent une croissance annuelle à deux chiffres depuis 17 années consécutives. Selon le projet de budget soumis cette année à l'Assemblée, les dépenses consacrées à la défense nationale pour 2006 s'élèveront à 283,8 milliards de yuans (35 milliards de dollars)... en hausse de 14,7% par rapport à l'an dernier.

Il faut souligner également qu'un pays d'Asie suscite des inquiétudes croissantes chez ses voisins en accroissant ses investissements dans le domaine militaire et en faisant preuve d'opacité sur ses capacités réelles en la matière. Le porte-parole de l'Assemblée nationale populaire (Parlement) a annoncé que le budget est « *relativement faible* » comparé à celui des « *Etats-Unis* » qui ont dépensé 401,7 milliards de dollars en 2005.

Mais, on sait bien que la teneur de ces dépenses n'est pas du tout transparente. Dans cette situation militaire, on ne peut pas nier que la Chine est en train de devenir une menace considérable.

4-5 Le risque de la levée de l'embargo européen sur la vente d'armes à la Chine

La Chine appelle l'UE à lever le plus tôt possible l'embargo sur les ventes d'armes imposé à la Chine depuis le massacre de la Place Tiananmen il y a 15 ans.

En 2004, le Ministre néerlandais des Affaires Etrangères, Ben Bot, réaffirme que l'UE n'était pas prête à lever l'embargo imposé sur la vente d'armes à Pékin, mais en 2005, le gouvernement français plaide pour une levée de l'embargo. La France continuera d'essayer de convaincre les autres pays membres de l'Union Européenne d'accorder la levée de l'embargo sur la vente d'armes à la Chine, a déclaré Jean-Pierre Raffarin, Premier Ministre français de l'époque, en visite en Chine en avril 2005. Cette demande est absolument inacceptable. Si la technologie militaire est transmise à la Chine, la région de l'Asie-Pacifique perd son équilibre et tombe sous la menace de la Chine. Il est nécessaire de négocier la question de manière à ne pas provoquer des tensions dans l'environnement sécuritaire de l'Asie Orientale.

Ensuite, le Président Chirac, lors de sa visite officielle au Japon en juillet 2005, a déclaré, qu' « *il est légitime pour la Chine d'insister sur la levée de l'embargo pour des raisons politiques.* » Les règlements sur l'exportation d'armes et de technologie seraient maintenus. L'UE cherche à rassurer le Japon et les Etats-Unis en renforçant ses normes d'exportation d'armes et en intensifiant au maximum la surveillance mutuelle des nations membres.

Cependant, la Chine a le désir et les fonds pour acheter des armes. Son budget de la défense a augmenté annuellement de plus de 10 pour cent depuis 18 années consécutives.

Mais la Chine manque de transparence dans sa capacité militaire. Elle n'a jamais divulgué les détails de ses dépenses pour la Défense ou le nombre des armements principaux qu'elle possède, de même que ses futurs projets d'acquisition d'armes. Le Japon et Les Etats-Unis ont invité la Chine à se maîtriser et à chercher une solution pacifique au sujet de Taiwan. Mais à notre regret, le 14 Mars 2005, la Chine a décrété la loi antiseccession fournissant une base légale à l'usage de la force militaire contre Taiwan.

Pour le Japon et les Etats-Unis la levée de l'embargo sur les ventes d'armes n'est pas un problème simple qui peut être résolu seulement en renforçant les critères d'exportation vers la Chine. En réalité, les ventes d'armes à la Chine se font tout de même pour de faibles montants. En plus, ces ventes sont centrées dans le domaine de la technologie de pointe. Quelques bâtiments de guerre chinois sont équipés de systèmes de data français et de systèmes de sonar. Si l'embargo est levé, la Chine sera capable d'acquérir la technologie militaire avancée encore plus facilement. L'accélération de l'armement de la Chine et la modernisation de ses forces militaires constituera une menace pour la communauté internationale à moyen et à long termes. Donc, l'embargo de l'UE sur l'exportation d'armes à la Chine doit être maintenu dans les années à venir.

4-6 Dans l'avenir de la Chine

Dans l'histoire, la région a connu une Chine forte et un Japon faible, puis une Chine affaiblie et un Japon fort. Désormais, on va vers une Chine à égalité avec le Japon ; du coup, le Japon perd son équilibre.

Si le Japon espère sortir de son statut de « *nain politique* » pour conquérir un rôle de leader mondial dans la zone asiatique, la Chine cherche à affirmer son rôle de leader asiatique dans le monde. D'où son déploiement dans les instances multilatérales. Son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 2001, lui a permis de franchir un cap décisif. La Chine semble craindre une déclaration d'indépendance de Taiwan à la veille des Jeux olympiques de 2008, sur lesquels le pouvoir compte beaucoup pour franchir une étape capitale dans la région et dans le monde. D'où les menaces, mais aussi la séduction. Et si les Etats-Unis sont prêts à déléguer une plus grande partie de leur pouvoir régional (de parapluie militaire), on les voit mal accepter une puissance régionale forte, qu'il s'agisse du Japon ou, a fortiori, de la Chine.

5 Les problèmes de l'Asie de l'est

5-1 la question des enlèvements de ressortissants japonais

En ce qui concerne la Corée du Nord, il faut bien insister sur le fait de l'enlèvement de japonais de 1977 à 1983 par les services secrets nord-coréens. La Corée du Nord avait jusqu'alors nié toute responsabilité dans ces disparitions. La question a lourdement pesé pendant des années sur les relations entre les deux pays.

Après 8 mois de discours sur « *l'axe du Mal* » par le président américain en janvier 2002, il s'agit du sommet historique qui s'est tenu à Pyongyang le 17 septembre entre Junichiro Koizumi, Premier ministre du Japon, et Kim Jong-il, ce dernier présentant les excuses de son pays pour l'enlèvement de 13 ressortissants japonais, emmenés de force en Corée du Nord à la fin des années 1970 et au début des années 1980. La Corée du Nord aurait utilisé ces personnes pour former ses espions à la langue et à la culture japonaises.

La situation du Japon est, que sans résoudre ce problème de l'enlèvement de japonais, on ne peut pas envisager de normaliser les relations diplomatiques.

5-2 Des missiles balistiques de la Corée du Nord et le changement de la politique de l'espace au Japon

Des missiles ont été lancés par la Corée du Nord vers le Japon en 1993 et 1998. La Corée du Nord a développé des missiles balistiques tel que NODON, TAEPODON 1 TAEPODON 2 afin de renforcer sa force militaire, mais aussi d'utiliser ces missiles comme chantage diplomatique, afin d'obtenir des devises étrangères. Le 29 mai 1993, un missile a été lancé dans la mer du Japon, et le 31 août 1998, un missile TAEPODON1 a survolé le territoire japonais.

Cet incident a révélé qu'il y a un problème du dispositif de défense antimissile au Japon. En outre, cet incident avait suscité un vif débat au sein du gouvernement sur le problème de dépendre entièrement des Etats-Unis en matière de renseignement, qui est un élément indispensable de la sécurité et le mouvement d'opinion a permis de posséder des satellites de renseignement. Cette année-là, donc le conseil des ministres a approuvé la décision de lancer des satellites et en même temps le gouvernement japonais a décidé de développer lui-même son satellite de renseignement.

Cinq ans plus tard, en 2003, le Japon a lancé ses premiers satellites de renseignement. Ces satellites de renseignement constituent une nouvelle étape pour le développement spatial japonais, aussi bien que dans le domaine militaire. Mais, il est évidemment que ces satellites inquiète les pays voisins.

5-3 Le problème du territoire

Entre le Japon et la Corée du Sud, Il y a un problème des îles qui s'appellent "TAKESHIMA", qui comprennent deux îles principaux couverts de rochers. TAKESHIMA a été administré par le Japon selon le droit international depuis 1905, mais après la guerre de Corée, la Corée du Sud a annexé ces îles unilatéralement. Depuis 1956, elle a déployé une unité de la police côtière sur ces îles. L'occupation de Takeshima par la Corée du Sud est une occupation illégale entreprise absolument sans le moindre ancrage dans la loi internationale. "TAKESHIMA" est actuellement au centre d'une crise diplomatique. Les îles ont toujours été l'objet de disputes qui se compliquent de plus en plus sur les relations entre deux pays.

Le Japon affirme que les îles font partie de son territoire et que le problème de la souveraineté doit être résolu paisiblement. Le Japon donc propose de porter le problème devant les tribunaux internationaux, mais la Corée du Sud continue de refuser.

6 L'Association des Nations de l'Asie

D'ores et déjà, l'ASEAN(**L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est**) s'emploie à mettre en place l'« ASEAN + 3 (comprenant ses dix pays membres plus la Chine, le Japon et la Corée du Sud), instance de concertation considérée comme l'objectif ultime du régionalisme est-asiatique. Ce faisant, elle espère trouver un nouveau souffle qui lui permettra de préserver sa pertinence et son utilité en tant qu'organisation. Les échanges et les contacts politiques se sont incontestablement multipliés entre les dirigeants est-asiatiques dans le cadre de l'ASEAN + 3 et d'autres forums extra-régionaux tels que l'ASEM, l'APEC, l'ARF, etc. Dans le cadre de l'ASEAN + 3, en plus des sommets organisés chaque année en novembre et désormais institutionnalisés, les ministres des Affaires étrangères, des Finances et du Commerce extérieur des treize pays se réunissent séparément au moins deux fois par an. On assiste ainsi à un lent renforcement du régionalisme estasiatique, qui serait probablement stimulé par la définition d'une vision politique commune aux pays de l'ASEAN + 3.

Avec l'institutionnalisation de cette nouvelle structure, les treize pays pourraient désormais organiser des réunions ministérielles sur tous les autres domaines d'action « nouveaux » : société, développement, culture et environnement. Un processus analogue à celui de la coopération européenne (l'Union en moins) devrait ainsi aller s'accéléralant.

7 Analyse géopolitique de la région de l'Asie Orientale

7-1 Analyse de l'après-guerre des relations entre le Japon et ses pays voisins

On dit que les pays du monde peuvent être divisés en deux catégories : les puissances terrestres et les puissances maritimes. Quand on regarde « *l'histoire du monde* » de ce point de vue, certains côtés inattendus apparaissent. Par exemple, la Guerre Froide entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique n'était pas une confrontation entre le capitalisme et le socialisme, mais une confrontation de la plus grande puissance terrestre, l'Union Soviétique qui a occupé la plupart du continent eurasiatique, et les Etats-Unis, puissance maritime, qui a dominé le commerce mondial..

La ligne frontière est ce qu'on appelle le « Rimland » du continent euroasiatique. L'époque de la Guerre Froide a été traversée par des guerres chaudes qui ont fait des millions de morts en Europe, en Corée, au Vietnam etc. D'ailleurs, hors du Rimland, les alliés des américains, c'est-à-dire l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon, ont été des bases de ravitaillement pour les forces Américaines, la puissance maritime. C'est une politique d'encerclement dans laquelle les Etats-Unis s'étaient lancés afin d'endiguer l'expansionnisme soviétique dans le continent eurasiatique.

Après l'écroulement de l'Union Soviétique, la Chine et l'influence islamique avec l'Irak et l'Iran ont monté comme nouvelles puissances terrestres, en plus de l'Allemagne et de la France qui jouent un rôle important dans l'Union Européenne. Les Etats-Unis, afin d'établir leur domination du monde, coopèrent avec des alliés maritimes, tels que la Grande-Bretagne, le Japon, Taiwan et l'Australie pour tenter de s'opposer au progrès des puissances terrestres.

7 -2 Sur les caractères des puissances terrestres et des puissances maritimes (d'un point de vue historique)

Dans l'antiquité, les pays représentatifs des puissances terrestres étaient la Perse Ancienne, l'Empire Romain et l'Empire de Mongolie, ceux des temps modernes sont l'Allemagne Nazie, la Russie Soviétique, la Chine, etc. Les puissances terrestres qui sont séparées de la mer doivent lutter pour leur existence dans un environnement naturel rude et développent des traits de caractère renfermé, autocratique, voire despotique et se montrent fourbes et cruelles envers l'extérieur. Ce sont des puissances terrestres qui ont causé les grands événements meurtriers de l'Histoire tels que l'Holocauste, la Révolution russe, la Révolution Culturelle etc...

La plupart des pays communistes étaient des puissances terrestres. La puissance terrestre est un pays profondément attaché à sa terre et a tendance à élargir son territoire pour

se protéger contre les attaques des autres ethnies. Pour cette raison elle présente un caractère belliqueux.

Les puissances maritimes vivent au bord du continent et leur espace vital sont les zones côtières des îles, ce qui les incitent à faire du commerce. Les pays représentatifs des puissances maritimes sont la Grèce ancienne, la République de Venise, la Hollande moderne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis etc... Les représentations de la

Comme le commerce est une relation d'interdépendance, il y a une forte tendance à essayer d'établir des relations de coopération et de se faire des alliés dans le domaine diplomatique. Cependant, une puissance maritime peut aussi se battre pour gagner son hégémonie. La plupart des états capitalistes sont des puissances maritimes.

7-3 Le Japon en tant que la puissances maritimes

L'histoire du Japon, de toute antiquité, peut être regardée du point de vue de l'opposition entre la puissance terrestre et la puissance maritime. Au moment de l'introduction de l'armée occidentale, l'armée de terre du Japon a pris pour modèle la Prusse, c'est-à-dire la puissance terrestre, et la marine la puissance maritime, c'est-à-dire l'Angleterre. Chacun ont étudié le pays le plus avancé à cette époque dans son domaine. Par conséquent l'armée japonaise a eu le double caractère de la puissance terrestre et de la puissance maritime, ce qui a causé plus tard le conflit entre les autorités militaires, et est devenu l'une des causes de la guerre sino-japonaise et de la Seconde Guerre mondiale.

La guerre russo-japonaise est celle dans laquelle, collaborant avec l'Angleterre comme puissance maritime, le Japon a empêché la descente de la puissance terrestre vers le sud, c'est-à-dire la Russie qui voulait envahir à l'océan Pacifique. L'archipel du Japon est l'anneau des terres (rimland) où s'affrontent la puissance terrestre et la puissance maritime. En effet, à cette époque, on a eu l'argument de s'allier à la Russie, puissance terrestre, non pas à l'Angleterre, la puissance maritime, pour éviter la guerre et partager les droits et intérêts continentaux avec la Russie.

Après la guerre russo-japonaise, le Japon a eu la période stable comme puissance maritime à cause de l'alliance anglo-japonaise. Mais à l'époque après la grande dépression, son chemin de la puissance maritime a été barré, et il a été obligé de courir le chemin de la puissance terrestre, à partir de l'incident de mandchourie à l'incident chinois. En outre, il a choisi la direction de s'opposer à l'union des puissances maritime entre les États-Unis et l'Angleterre, en organisant l'union des puissances terrestres, c'est-à-dire trois pays du pacte tripartite, le Japon, l'Allemagne et l'Italie, ensuite l'URSS. Mais à cause de l'intrigue de

l'URSS, le Japon est tombé dans la situation difficile: la lutte contre l'URSS, c'est-à-dire la puissance terrestre la plus forte, et les États-Unis, le leader des puissances maritimes.

Après la défaite du Japon, les États-Unis et l'URSS ont commencé tout de suite la lutte entre la puissance maritime et la puissance terrestre; le choix de la direction, de la puissance terrestre ou la puissance maritime, doit être toujours le point important dans la stratégie nationale du Japon.

Dans l'histoire moderne du Japon, il faut rappeler que l'intervention à la péninsule coréenne a provoqué la ruine, à cause de l'agrandissement du front vers le fond du continent, et l'opposition d'intérêts entre la Chine, les États-Unis, et l'URSS. De plus, dès l'antiquité, les peines pour acquérir les droits et intérêts à la péninsule coréenne ont fini toujours terrible. De ce point de vue historique, la péninsule coréenne est exactement la zone funeste.

Le Japon doit se diriger essentiellement comme puissance maritime. S'il oubliait cela, et s'enforçait dans le champ de bataille entre les puissances terrestres rusées, ça ne lui rapporterait rien. Voilà la règle de fer d'après les expériences historiques.

IV Conclusion

Il ne faut pas oublier que depuis la fin de la guerre froide, il y a toujours, à nos portes, des forces militaires importantes, non seulement de type conventionnel mais aussi de type nucléaire ; et il existe toujours des questions en suspens avec les problèmes de la péninsule coréenne ou du détroit de Taiwan. Pour que les États-Unis puissent garder le contact avec l'Asie de l'Est au delà de l'étendue de l'océan Pacifique, il est fondamentalement indispensable de posséder leur base dans cette région. Surtout le Japon se situe au centre de l'océan Pacifique, du point de vue de la stratégie mondiale des États-Unis; étant donné la politique et l'économie très stables, et les circonstances du régime de la sécurité, la liaison solide entre deux pays sera invariable à l'avenir.

Au point de vue géographique, il se peut que l'action du Japon, comme puissance maritime, d'établir la liaison avec les États-Unis, puissance terrestre, soit un facteur qui rend instable l'Asie de l'Est. Et puis, ces dernières années, la Chine réalise remarquablement la croissance économique, en même temps elle continue à développer les armements; son opacité constitue actuellement la menace dans la région. Elle semble stable, mais il y a beaucoup de problèmes intérieurs par exemple la contradiction entre le socialisme et l'économie de marché, la politique antidémocratique par la docture du parti communiste, et l'oppression au Tibet. On ne peut pas nier la possibilité de l'altération complète de son régime. Historiquement, celui-ci s'est changé selon le courant de l'époque. Autant dire que la Chine

est le pays dont il est le plus difficile à prévoir la situation future.

Dans la péninsule coréenne, les deux pays séparés le nord et le sud, sont entourés de trois pays puissants, c'est-à-dire, le Japon, les États-Unis, et la Chine; les desseins des pays intéressés y coexistent. Il serait très difficile à résoudre le problème nucléaire de la Corée du Nord, car elle veut maintenir son état actuel. Si on se trompait le moyen, on risquerait que la Corée du Nord, à la veille de l'écroulement, allume d'un seul coup tous ses poudres.

Dans ce scénario le plus mauvais, la Chine, en faisant prévaloir sa propre stabilité, interviendrait certainement pour stabiliser la péninsule coréenne et pour détenir son influence, il en est de même des États-Unis.

La dernière réorganisation de l'armée américaine pose la base de l'alliance, en Asie, plutôt au Japon qu'en Corée du Sud. La Corée du Sud était historiquement sous l'influence de la Chine. Son sentiment populaire est actuellement antiaméricaine et familier avec la Chine, et c'est un facteur du recul actuel de la liaison avec les États-Unis. En pareilles circonstances, si la Corée du Sud, en prenant l'initiative, avait réalisé pacifiquement l'unification, la future Corée unifiée voudrait certainement s'allier à la Chine, et celle-ci prendrait la même politique.

Les États-Unis ne l'accepteraient jamais, car surtout la péninsule coréenne est le centre stratégique où, géopolitiquement, la puissance terrestre et la puissance maritime s'égalent, et elle vaut comme zone tampon entre deux puissances. De plus, pour le Japon, il faudrait s'affronter directement la Chine: c'est la disposition géopolitique la plus mauvaise. Dans ces conditions, si les pays intéressés se trompaient leur politique, le temps de la péninsule coréenne reculerait jusqu'aux années cinquante. Il faudrait dire que l'unification de la Corée est difficile, en outre, l'entretien de la sécurité après l'unification deviendrait plus difficile qu'avant.

En conclusion réaliste, on peut dire que la conservation des ordres actuels est, au moins, le deuxième meilleur pour le Japon, les États-Unis, la Chine, et la Corée du Sud elle-même: la péninsule coréenne étant séparée, coexistent la Corée du Sud et la Corée du Nord rendue non-nucléaire.

L'intégration économique et politique à l'échelle asiatique aussi reste encore beaucoup de difficulté. Au-delà de la future, en surmontant ces difficultés, l'Union asiatique sera établie et elle doit absolument trouver des moyens de se rapprocher des citoyens.

Mais l'avenir dira si, au-delà de l'intégration économique progressive et apparemment

inélucltable du nouvel Asie de l'est, la réalité coréenne pourra s'exprimer de nouveau de manière autonome sur le terrain politique, dans l'espace bien étroit que lui laisseront les deux géants chinois et japonais.

Dans le futur, si la communauté asiatique était réalisée, et dans ce cadre on pouvait assurer la sécurité, les États-Unis serait obligés de réorganiser leur armée à nouveau, et de réviser leur stratégie mondiale.

Bibliographie

- *National Security Strategy SSN* (Stratégie de Sécurité Nationale SSN) 2002 de G.W. Bush
- *National Security Strategy SSN* (Stratégie de Sécurité Nationale SSN) 1999 de B. Clinton
- *Defense Planning guidance* (Guide de la planification de la Défense) de 1992 par Paul Wolfowitz
- *Discours de l'Etat de l'union du président Bush, janvier 2003*
- The National Institute for Defense Studies Japan, «*East Asian Strategic Review 2004*»; The Japan Times, 2004
- The National Institute for Defense Studies Japan, «*East Asian Strategic Review 2005*»; The Japan Times, 2005
- L'Agence de la défense, « *Défense du Japon 2005*»; Inter Group Cooperation, 2005
- Kuniharu Kakihara, « *L'analyse des problèmes en péninsule Coréenne en vue de la géopolitique* », Tokyo; Institute for International Policy Studies, 2003
- Hiroshi Sasaki, Akio Takahara, Igarashi Akio, « *La perspective de la sécurité de l'Asie de l'est* », Tokyo; AKASHI SHOTEN 2005
- Kensuke Ebata, « *La réorganisation des troupes américaines* », Tokyo ;Business Sha, 2005
- Masashi shimakawa, « *The United States Security Strategy for the East Asia-Pacific Region* », Tokyo; Syakai-Hyouron-Sha, 1999
- Kuni o Oda, « *Reconsidérer les États-Unis 1, 2* », Tokyo; Hoyu(l'organe de l'école d'état-major de l'air)7-6, 28-1 2001

Principaux Sites Web

- Ambassadeur du Japon en France, Hitoshi Hirabayashi, « *Conférence - Défis et enjeux stratégiques pour le Japon* »
[http://www.defnat.com/fs_accueil+rf.asp?cchemin=acc_frames/fs_resultat.asp\(pi\)ccodo per\(eg\)l\(ec\)cid\(eg\)20031216\(ec\)ctypeencours\(eg\)\(ec\)cid_article\(eg\)](http://www.defnat.com/fs_accueil+rf.asp?cchemin=acc_frames/fs_resultat.asp(pi)ccodo per(eg)l(ec)cid(eg)20031216(ec)ctypeencours(eg)(ec)cid_article(eg))
- Défense Nationale, « *LA SITUATION EN ASIE* »,
<http://www.defnat.com/detail/detail3.asp>

- Armees.Com, « *Vers un redéploiement de l'armée américaine en Asie* », <http://www.armees.com/+Vers-un-redeploiement-de-l-armee+.html>
- U.S. Forces Japan; http://usfj.mil/j_index.html
- U.S. Department of Defense Official Website, , « *The Quadrennial Defense Review 2001* », <http://www.defenselink.mil/pubs/qdr2001.pdf>
- U.S. Department of Defense Official Website, , « *The Quadrennial Defense Review 2006* »,
- The National Institute for Defense Studies Japan, «*East Asian Strategic Review 2004*», <http://www.nids.go.jp/english/dissemination/east-asian/e2004.html>
- Japan Defense Agency Home Page, «*DEFENSE OF JAPAN 2005*», <http://www.jda.go.jp/e/publications/wp2005/index.html>
- *Richard Tante r*, «*Japanese Militarization and the Bush Doctrine*», <http://japanfocus.org/article.asp?id=221>
- Embassy of Japan, «*Japan-U.S. Relations*» <http://www.us.emb-japan.go.jp/english/html/japanus/overview.htm>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION-----	2
-------------------	---

PREMIERE PARTIE : Strategie americaine en Asie d'est

1 La stratégie américaine

1-1 La stratégie américaine après la 2 ^{ème} Guerre mondiale-----	3
1-2 L'évolution de l'environnement international après la fin de la guerre froide-----	4
1-3 La stratégie américaine après la guerre froide-----	4
1-4 La stratégie américaine après les attentats du 11 septembre 2001-----	5
1-5 La stratégie du gouvernement Bush-----	6
1-6 nouvelle menace à laquelle les Etats-Unis doivent faire face et la stratégie américaine en Asie -----	7

2 L'influence de la nouvelle stratégie américaine sur l'Asie de l'est

2-1 Le concept de la transformation-----	8
2-2 Le Global Défense Posture Rêviz (GPR, réexamen du dispositif de défense global)-----	8
2-3 La Revue de défense quadriennale 2006 ("Quadriennial Defense Review" - QDR2006)-----	9
2-4 L'influence du GPR dans le Japon -----	10
2-5 L'influence du GPR dans la Corée du Sud-----	11

DEUXIEME PARTIE : Les relations entre les pays en Asie de l'est et les Etats-Unis

1 La relation entre le Japon et les Etats-Unis-----	12
2 La relation entre la Corée du Nord et les Etats-Unis-----	13
3 La relation entre la Corée du Sud et les Etats-Unis-----	14
4 La relation entre la Chine et les Etats-Unis-----	14
4-1 La fin de la « lune de miel » (miyue) avec les Etats-Unis-----	14
4-2 Etats-Unis et la Chine : une confrontation est-elle inévitable ?-----	15

TROISIEME PARTIE : Les perspectives de l'Asie de l'est

1	La situation en Asie-----	16
2	La situation du Japon-----	16
2-1	La politique japonaise de sécurité -----	16
2-2	Les principes de la défense-----	16
2-3	Le maintien des capacités de défense-----	17
2-4	Coopération avec la communauté internationale-----	18
2-5	Mission de paix et d'assistance-----	18
2-6	Afghanistan et Irak -----	18
2-7	Les problèmes du Japon-----	18
2-7-1	L'article neuf de la Constitution japonaise-----	18
2-7-2	Les visites annuelles du premier ministre japonais au Yasukuni-----	19
3	La situation de la Corée-----	20
3-1	La caractéristique à la Corée-----	20
3-2	L'histoire de déchirement entre Nord et Sud-----	20
3-3	« Etat voyou » qui fait partie de l'« axe du mal » -----	21
3-4	Le développement nucléaire de la Corée du Nord -----	21
3-5	« la politique du soleil », le dialogue entre deux Corées -----	21
3-6	Changement de l'environnement national en rapport avec la politique de défense de la Corée du Sud-----	22
3-7	L'intention de la Corée du Nord-----	22
4	La Chine-----	23
4-1	Les événements de la place Tienanmen-----	23
4-2	Diplomatie asymétrique-----	23
4-3	La relation chino-japonaise-----	24
4-4	L'augmentation du budget militaire-----	24
4-5	Le risque de la levée de l'embargo européen sur la vente d'armes à la Chine-----	25
4-6	Dans l'avenir de la Chine-----	26
5	Les problèmes de l'Asie de l'est-----	27
5-1	la question des enlèvements de ressortissants japonais-----	27
5-2	Des missiles balistiques de la Corée du Nord et le changement de la politique de l'espace au Japon-----	27

5-3	Le problème du territoire-----	28
6	L'Association des Nations de l'Asie-----	28
7	Analyse géopolitique de la région de l'Asie Orientale-----	29
7-1	Analyse de l'après-guerre des relations entre le Japon et ses pays voisins-----	29
7-2	Sur les caractères des puissances terrestres et des puissances maritimes (d'un point de vue historique)-----	29
7-3	Le Japon en tant que la puissances maritimes-----	30
	Conclusion-----	31
	Bibliographie-----	34